

Présidentielle 2022 : ce qu'il faut retenir du programme d'Emmanuel Macron

Par [Dinah Cohen](#), [Jean Cittone](#), [Pierre Lepelletier](#) et [Océane Herrero](#)

Publié il y a 3 minutes,

Mis à jour il y a 2 minutes

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/00:49 🔊



Emmanuel Macron a présenté son programme pour l'élection présidentielle de 2022, lors d'une grande conférence de presse aux «Docks de Paris», à Aubervilliers. *LUDOVIC MARIN / AFP*

Le président sortant a présenté ce jeudi après-midi son programme lors d'une conférence de presse aux «Docks de Paris», à Aubervilliers. Travail, éducation, recherche, baisses d'impôts... Voici les principales mesures annoncées.

Une centaine de mesures résumées en 24 pages. [Emmanuel Macron](#) présentait son programme, ce jeudi 17 mars, pour l'élection présidentielle de 2022 lors d'une grande conférence de presse aux «Docks de Paris», à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Devant quelque 300 journalistes - dont environ 70 médias étrangers représentant près de 20 pays -, le président sortant a détaillé ce qu'il souhaite porter, en cas de réélection, en matière d'éducation, d'écologie, de travail, de pouvoir d'achat, de sécurité ou encore au niveau des institutions.

En introduction, Emmanuel Macron a affirmé que, face au «*retour du tragique*», son projet repose sur «*trois convictions philosophiques*» : le «*retour de la souveraineté populaire*», la «*confiance dans le progrès*», à la fois technologique, scientifique et social, et enfin «*l'humanisme*». Il s'agit de faire «*des choix parfois historiques*», à la fois pour la France et pour l'Union européenne.

Souveraineté française et européenne

- **«Réinvestir dans un modèle complet d'armée»**

Pour «*faire une nation plus indépendante face aux crises*» et «*pouvoir affronter une guerre de haute intensité qui peut revenir sur notre continent*», Emmanuel Macron souhaite «*réinvestir dans un modèle complet d'armée*». Le candidat veut pour cela interroger le chef d'État-major des armées afin de «*réévaluer tous les besoins qui apparaissent à la lumière de la guerre que nous sommes en train de vivre*». Il s'agira également de «*gagner en adaptabilité*» et «*flexibilité*». Le candidat veut notamment doubler le nombre de réservistes dans l'armée.

» **LIRE AUSSI** - Guerre en Ukraine : retrouvez tous nos articles pour comprendre le conflit

- **Renforcer l'indépendance agricole**

«*Beaucoup de nos exploitants arrivent à un âge de la retraite*», explique le candidat Macron qui souhaite donc favoriser l'installation et l'accompagnement de jeunes agriculteurs. Parallèlement, il veut revoir la stratégie agricole européenne «*De la ferme à la fourchette*», qui prévoit une diminution de la production agricole. Cette stratégie «*prévoyait un monde d'avant-guerre, mais dans aucun cas l'Europe ne peut se permettre de produire moins*», estime Emmanuel Macron.

- **Mieux «défendre les informations libres et indépendantes»**

Emmanuel Macron veut mettre en place «*des états généraux pour le droit à l'information*». Ce dispositif permettrait d'«*établir des éléments permettant de défendre les informations libres et indépendantes*», et surtout de garantir un «*modèle économique viable pour une information libre et indépendante*». Ces initiatives doivent permettre de «*lutter contre la manipulation de l'information*».

- **Créer un «metavers» européen**

Pour renforcer l'indépendance informationnelle française, Emmanuel Macron juge nécessaire de mettre sur pied un metavers européen. «*Un sujet clé pour permettre à tous nos créateurs de ne pas dépendre d'acteurs anglo-saxons ou chinois qui pourraient contourner les règles du droit d'auteur et du droit voisin*», estime-t-il.

Énergie

- **Investissements dans les énergies propres**

Emmanuel Macron entend poursuivre les investissements visant à réduire la consommation, en visant la rénovation thermique de 700.000 logements par an.

Il souhaite aussi réduire notre dépendance aux énergies fossiles par le développement du nucléaire, de l'éolien et du solaire, et par des mesures incitatives comme la mise en place d'un mécanisme de leasing de voitures électriques pour «*les ménages modestes*».

Travail et emploi

- **«Nous devons travailler plus», dit Emmanuel Macron**

En «*condition de l'indépendance*» de la France, Emmanuel Macron estime que «*nous devons travailler plus*». Un enjeu qui sera, selon lui, possible grâce à l'objectif «*atteignable du plein-emploi*» dans 5 ans.

«*Cela consiste à faire dans les cinq ans qui viennent ce que nous avons fait dans les cinq ans écoulés*», a-t-il assuré, défendant les réformes économiques de son quinquennat.

- **Repousser l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans**

Emmanuel Macron souhaite que, progressivement et trimestre par trimestre, l'âge légal de départ à la retraite soit reporté à 65 ans. Il convient cependant que les «*carrières longues, les questions d'invalidité*» devraient être des sujets de négociation par branches professionnelles pour adapter le système à «*la réalité des métiers*».

- **Faire du RSA un «revenu d'activité»**

Emmanuel Macron souhaite que les bénéficiaires du RSA aient «*une obligation de 15 à 20 heures d'activité par semaine*» en vue d'une insertion professionnelle, et de transformer le dispositif en «*revenu d'activité*».

- **Pôle emploi transformé en «France Travail»**

Face à la «*grande segmentation par public*» des institutions consacrées au retour à l'emploi, Emmanuel Macron veut un «*guichet unique*» appelé France Travail, qui remplacerait Pôle Emploi. «*La volonté, c'est d'avoir un lieu où on accompagne toutes celles et ceux qui ont vocation à revenir à l'emploi avec des formations et de l'accompagnement*».

Prestations sociales

- **Mise en place d'une «solidarité à la source»**

Pour «*mettre en place la solidarité à la source*», Emmanuel Macron souhaite que les prestations sociales soient directement versées sur le compte en banque des bénéficiaires, afin de lutter contre le non-recours et la fraude.

Fiscalité

- **Réviser le montant des droits de succession en ligne directe et indirecte**

Emmanuel Macron veut alléger le montant des droits de succession, en augmentant l'abattement sur les successions en ligne directe ainsi qu'en ligne indirecte, c'est-à-dire par exemple vers un neveu.

- **Suppression de la CVAE**

Pour «*continuer à investir*» et «*renforcer la compétitivité des entreprises*», «*nous supprimerons la CVAE*», explique Emmanuel Macron, faisant référence à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Le président sortant souhaite aussi continuer à investir dans le cloud, le quantique, ou encore l'intelligence artificielle.

- **Un programme chiffré à 50 milliards d'euros par an, et 15 milliards d'euros de baisse d'impôts**

Selon Emmanuel Macron, l'ensemble des mesures promises représentent un coût annuel de 50 milliards d'euros, avec notamment des baisses d'impôts à hauteur de 15 milliards (suppression de la redevance audiovisuelle et de la CVAE).

Le président sortant veut financer ce programme grâce à la croissance, qui permettra selon lui de dégager 15 milliards d'euros par an, la réforme des retraites et la réforme de l'assurance-chômage, auxquelles Emmanuel Macron veut ajouter 15 milliards d'euros d'économies sur les coûts de fonctionnement des collectivités locales.

Education et recherche

- **Réformer le «chantier» de l'école**

Pour s'attaquer à ce «*chantier*», Emmanuel Macron souhaite lancer une action territorialisée et organisée en trois leviers. Premièrement, fixer une meilleure rémunération des enseignants «*sur la définition de nouvelles missions*», comme le remplacement des enseignants absents, le suivi «*plus individualisé*» des élèves ainsi que «*le rapprochement entre familles et écoles*».

Ensuite, donner davantage de «*libertés*» aux établissements, de manière à «*valoriser l'expertise de terrain, donner plus de liberté aux équipes pédagogiques et leur permettre de porter un projet*» sur le modèle de l'innovation lancée à Marseille.

Enfin, offrir «*plus de transparence pour les élèves et les parents*» à travers la mise à disposition, comme le voulait déjà le candidat en 2017, des résultats des évaluations au niveau de la classe et des établissements.

- **«Poursuivre l'investissement et les réformes» dans la recherche**

Le président-candidat rappelle qu'à travers la loi programmation de la recherche (LPR) de 2011, 25 milliards d'euros ont été investis sur dix ans. Il faut désormais «*poursuivre l'investissement et les réformes*» dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), grâce à deux leviers : le renforcement de l'autonomie des universités, pour «*atteindre les meilleurs standards*

internationaux», et le positionnement des organismes de recherche «*sur les secteurs stratégiques*», afin de «*continuer à former les meilleurs esprits*», et attirer «*les meilleurs talents internationaux*».

- **Réforme du lycée professionnel**

Le candidat ambitionne de mieux «*planifier les besoins en termes de compétences de la nation*», et veut donc réformer le lycée professionnel «*pour en faire une voie d'excellence*». «*Nous formons des gens qui ne correspondent pas aux besoins du marché du travail*», a assuré Emmanuel Macron, qui souhaite donc les «*ouvrir davantage aux entreprises, en changeant totalement la logique de formation*». À l'université, de nouvelles «*filières courtes et personnalisées qui là aussi correspondent à des besoins*» seront également ouvertes, et la réforme de la formation professionnelle, entreprise durant ce mandat, sera poursuivie.

Mesures sociétales

- **L'égalité femmes-hommes doit rester «la grande cause»**

Emmanuel Macron souhaite que la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes reste «*la grande cause*», dans l'optique d'un second mandat. «*On a beaucoup fait, et on doit continuer*», a-t-il jugé, notamment en investissant davantage. Il propose d'en «*faire plus sur l'accompagnement des familles monoparentales, dont 85% sont des femmes*», et pour «*la santé féminine*» qui a longtemps été confrontée à «*des tabous*» et à «*des injustices*».

- **Handicap : augmenter le temps de travail des AESH**

Insistant sur une autre ambition, celle de «*l'inclusivité et du handicap*», Emmanuel Macron estime que «*beaucoup de choses ont été faites*», et souhaite poursuivre en direction de «*l'école inclusive*». Il propose notamment une augmentation du temps de travail des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) «*jusqu'à 35 heures*», pour augmenter leur rémunération et «*mieux aider les enfants*», notamment par l'accompagnement lors du temps périscolaire.

- **«Investir beaucoup plus dans nos enfants»**

«*Notre société doit continuer de mieux protéger ses enfants et d'investir beaucoup plus dans nos enfants*», a déclaré Emmanuel Macron, qui se fixe pour cela deux priorités. D'abord, le renforcement du «*contrôle parental des écrans*» pour protéger contre les contenus inappropriés et le cyber harcèlement. Et ce notamment par «*des interdits qu'il faut assumer*» et une régulation des plateformes. Ensuite, la lutte contre le harcèlement à l'école, qui a «*complètement explosé ces dernières années*».

- **Une convention citoyenne sur le sujet de la fin de vie**

Interrogé sur la question de la bioéthique, Emmanuel Macron a estimé que la fin de vie ferait «*un bon sujet pour une convention citoyenne*». S'il est élu, le président-candidat proposera cette formule, sur le modèle de celle qui a été lancée en 2019 pour le climat. «*Cela permettra à des*

citoyens de pouvoir cristalliser une décision instruite, connue et toujours aussi difficile sur le plan éthique», a-t-il estimé. Le président-candidat a également salué «le travail qui a été fait pendant ce quinquennat» sur le sujet et s'est dit «très sensible» à ce débat.

Santé

- **Déserts médicaux : créer des pharmaciens et des infirmiers «référents»**

Face au problème des déserts médicaux, Emmanuel Macron veut «aider les médecins» à mettre en place un système de «référents»: des infirmiers ou des pharmaciens pourraient ainsi renouveler eux-mêmes des ordonnances, afin de gagner du temps. Le président sortant veut également développer la téléconsultation, «réguler l'installation» des médecins sur le territoire et flexibiliser la relation entre hôpitaux et médecins libéraux. «Beaucoup de jeunes dans le libéral veulent avoir accès au plateau hospitalier» et inversement, estime Emmanuel Macron.

Sécurité et immigration

- **Renforcer la sécurité au quotidien**

À travers une nouvelle loi de programmation, Emmanuel Macron souhaite créer 200 brigades de gendarmerie, doubler la présence des forces de sécurité intérieure «par des compléments de création mais aussi des transformations profondes du temps de travail», tripler l'amende anti-harcèlement, élargir les amendes forfaitaires, rendre possible le dépôt de plainte en ligne, mettre en place «des forces d'action républicaine dans les quartiers» lors des «situations d'insécurité» et recruter «1500 cyber-patrouilleurs».

En parallèle, le candidat veut continuer à «investir dans la justice» en embauchant 8 500 magistrats et personnels de justice «pour porter une refonte du code de procédure pénal» et «pouvoir mettre en œuvre les États généraux de la justice» qui se termineront au printemps. Avec deux objectifs : réduire les délais d'effectivité des peines et améliorer les conditions de travail des magistrats.

- **«Réduire la lourdeur des procédures» pour les demandes d'asile**

Emmanuel Macron veut «une refonte de l'organisation de l'asile et du droit de séjour». Il garantit que «le refus d'asile fera l'obligation de quitter le territoire français». Le président sortant entend ainsi «réduire la lourdeur des procédures» pour en finir avec «l'inefficacité du système».

Institutions

- **Une «commission transpartisane pour relancer nos institutions»**

Alors que la réforme institutionnelle voulue par Emmanuel Macron a été abandonnée durant ce quinquennat, le candidat l'inclut à nouveau dans son programme. Cette fois-ci, il souhaite confier cela à une «commission transpartisane pour relancer nos institutions». À titre personnel, le candidat défend «un exécutif fort» mais aussi «un Parlement fort qui puisse renforcer ses missions

de contrôle». «Je pense que notre démocratie a besoin de continuer de clarifier les termes et les règles de la responsabilité en démocratie», a-t-il déclaré, ajoutant à cela un besoin d'amélioration de la représentative, ainsi qu'un avis favorable à «plus de proportionnelle».